

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 25 (1975)

**Heft:** 3

**Buchbesprechung:** Les institutions de la France sous la monarchie absolue, 1598-1789,  
tome I: Société et Etat [Roland Mousnier]

**Autor:** Pithon, Rémy

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 22.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

nochmals, dass der Sozzinianismus sich von den beiden Sozzini herleitet und nicht von Servet. Wie an mancher Stelle des Buches erscheint als Gegenpol zum sich ausbildenden Antitrinitarismus die reformiert-kalvinistische Orthodoxie mit ihren Exponenten Calvin und Bèze, Bullinger und Johann Jacob Grynaeus sowie ihren weniger bekannten Vertretern Guglielmo Grataroli und Bonaventura Vulcanius. Rotondòs Verdienst beruht unter anderem darauf, dass er nicht nur die Äusserungen der Häretiker (also vereinzelte Briefe und Veröffentlichungen) zur Kenntnis nahm und verwertete, sondern auch die Korrespondenzen mancher Zeitgenossen durchsah –, von den Häuptern der Schweizer Kirchen bis zu dem unscheinbaren flämischen Exulanten Bonaventura Vulcanius.

Die letzten zwei Studien des Bandes versetzen den Leser in das Siebenbürgen Johann Sigismund Zapolys und Stephan Bathorys (*Verso la crisi dell'antitrinitarismo italiano: Giorgio Biandrata e Johann Sommer*) sowie in das England Elisabeths I. (*Il primo soggiorno in Inghilterra e i primi scritti teologici di Francesco Pucci*). Keiner Gestalt unter den italienischen Emigranten des 16. Jahrhunderts sind in den vergangenen zwei Jahrzehnten so viele Monographien gewidmet worden wie Francesco Pucci. Man möchte den beiden Autoren dieser verstreuten Monographien, Luigi Firpo und Antonio Rotondò, gerne vorschlagen, ihre Arbeiten in einem Band zu vereinigen. Pucci, der florentinische Unruhegeist, käme so zu einer zwar stellenweise lückenhaften, aber von vorzüglichen Kennern geschriebenen Biographie.

Basel

Manfred E. Welti

ROLAND MOUSNIER, *Les institutions de la France sous la monarchie absolue, 1598–1789*, tome I: *Société et Etat*. Paris, Presses Universitaires de France, 1974. In-8°, 586 p.

L'étude des institutions est une entreprise périlleuse, par la difficulté de circonscrire le sujet même. Les institutions de la France d'ancien régime ont été bien souvent décrites, en partie ou en totalité, dans des études ou des dictionnaires classiques, comme ceux de Marcel Marion, de Georges Pagès ou de Roger Doucet. Mais on s'est rendu compte depuis quelques décennies qu'il ne suffisait pas de donner un tableau, si détaillé fût-il, de la législation, des décisions officielles et des usages codifiés pour rendre compte de la pratique réelle. D'autre part, conformément à un courant irrésistible de toute l'historiographie, la notion même d'institution a fortement évolué, parfois jusqu'à devenir un concept dépourvu d'efficacité scientifique; sans pour autant renoncer à l'utiliser, on doit au moins y faire pénétrer les connaissances nouvelles dues aux études sur la stratification sociale, la vie économique et les structures mentales.

Conscient de ces nécessités nouvelles, et des limites actuelles de nos connaissances, M. Roland Mousnier a tenté une synthèse provisoire sur deux

siècles d'histoire de France: «ni les recherches sur les institutions et leur personnel, ni celles sur les structures sociales, les structures mentales et les mouvements sociaux ne sont assez avancées. Il nous manque encore un trop grand nombre de monographies. Mais ce livre a été écrit en pensant à toutes ces questions et à d'autres encore et peut-être pourra-t-il contribuer à stimuler les recherches nécessaires» (p. 8). Un de ses moindres mérites en effet n'est pas de suggérer de nombreuses directions d'enquêtes.

On l'aura remarqué à la lecture de la citation qui précède: l'auteur fait de larges emprunts à la terminologie des sociologues. Mais ceux-ci sont fréquemment en désaccord entre eux sur la signification réelle de termes essentiels, tels précisément «mouvements sociaux»... Le lecteur historien, peu familiarisé avec ces problèmes, y trouvera quelque inconvénient. Ce vocabulaire sociologique, que bien des sociologues de la jeune génération récuseraient sans doute, sert à donner des institutions françaises des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles une description d'ensemble qui, elle aussi, se veut sociologique, c'est-à-dire attachée à montrer les situations sociales et les modes de hiérarchisation. Cette description est compliquée, et ne peut pas ne pas l'être: la situation n'est pas homogène. Elle a évolué en deux siècles, elle est marquée par d'innombrables particularités locales ou provinciales, par des coutumes et des législations enchevêtrées, par des divergences marquées entre la règle et la pratique, etc. Soucieux d'éviter le schématisme descriptif et de respecter l'extrême diversité des situations concrètes, l'auteur multiplie les références à des études locales ou à des monographies sur des groupes limités. C'est dire que le livre doit apparaître terriblement difficile à un lecteur non averti, qui y trouvera plus de questions que de réponses. C'est dire aussi que, dans cette masse considérable de renseignements, il y aurait de nombreuses objections de détail à faire, mais qu'elles seraient sans intérêt dans le cadre d'un compte rendu.

Le plus intéressant, pour qui a déjà quelques notions de la société française de l'ancien régime, c'est évidemment la présentation qui est faite de ses structures hiérarchiques. On arrive, selon les groupes sociaux étudiés, à des classifications extrêmement compliquées, qui se dégagent, non des traités théoriques des légitistes de l'époque (lesquels donnent une image juridique de la société qu'ils connaissent), mais de la pratique sociale, reconstituée à l'aide d'innombrables documents. Cependant il est clair que toute la description est sous-tendue par le désir de démontrer la justesse de l'hypothèse de base dont M. Mousnier s'est fait depuis plus de vingt ans le champion: la société française du XVII<sup>e</sup> siècle est une société d'ordres et non de classes. Cette position est d'ailleurs péremptoirement réaffirmée, à propos des écrits de Barnave: «Comme il arrive souvent à beaucoup d'historiens, ou plutôt à beaucoup de politiques qui font de l'histoire, il projette dans le passé les relations sociales de la société de son temps et fait de toutes les sociétés des sociétés de classes, erreur imitée par Karl Marx» (p. 42); ou encore «pour une société d'Ordres et d'États», toute enquête sociale devrait

être guidée par la recherche des jugements de valeur sociaux, explicites ou implicites, aboutissant à une échelle de dignités» (p. 201). Nuançant quelque peu ses positions premières, l'auteur affirme à plusieurs reprises que, durant le XVIII<sup>e</sup> siècle et aux approches de la révolution de 1789, la société d'ordres est probablement en train de se transformer en société de classes. Mais on peut se demander si c'est bien la réalité sociale qui aurait ainsi évolué, ou si ce n'est pas plutôt le mouvement des idées qui aurait fait apparaître nettement une structure jusqu'alors masquée aux yeux des contemporains par un mode d'analyse inadéquat. En d'autres termes, l'accumulation d'une partie du profit dans les mains d'un groupe, phénomène qui existe sous l'ancien régime, et que M. Mousnier montre, implique l'existence de classes sociales; mais les hommes du XVII<sup>e</sup> siècle en tout cas n'en auraient pas perçu l'existence, ou du moins l'importance; il faudrait alors s'interroger sur les mécanismes de cette méconnaissance. L'existence d'une classification fondée sur la considération sociale, indéniable, et souvent affirmée par les contemporains (qui voyaient bien que la division formelle en trois ordres ou «états» ne rendait pas compte de la réalité), aurait superposé à la structure de classes une structure d'ordres, de manière telle cependant que les deux types de groupes ne se seraient pas exactement recouverts: on aurait pu appartenir à un ordre inférieur en même temps qu'à une classe dominante ou réciproquement. Le passage de la société d'ordres à la société de classes ne serait qu'une illusion: il s'agirait en fait du remplacement d'une analyse fondée sur la considération sociale par une analyse de type économique, qui aurait fait éclater au grand jour une réalité jusqu'alors masquée.

A quelques bavures près (quelques références incomplètes, quelques redites), on ne peut qu'admirer la précision et l'étendue de l'information et de la bibliographie, l'utilité de l'index et la clarté de la conception générale de l'ouvrage. Certes des jugements à l'emporte-pièce viennent parfois rompre la démarche prudemment descriptive de l'ensemble, telle cette remarque à propos du curé Meslier: «l'athéisme est aussi naturel à l'homme que la tuberculose» (p. 267) ou cette affirmation concernant les protestants à l'époque de la révolution française: «la négligence du dogme révèle l'affaiblissement de la foi et l'affaiblissement de la foi provoque la persécution» (p. 321); on ne voit pas ce que l'histoire peut retirer de telles maximes métahistoriques, et on les oubliera volontiers pour ne se préoccuper que de la très riche masse d'informations que propose au lecteur un ouvrage dont on attend impatiemment le second volume.

Allaman

Rémy Pithon

FRANZ STAMPRECH, *Die älteste Tageszeitung der Welt – Werden und Entwicklung der «Wiener Zeitung» – Dokumentation zur europäischen Geschichte*. Wien, Verlag der Österreichischen Staatsdruckerei, 1975. 500 Seiten, Abb.

Dr. F. Stampprech, der vom April 1955 bis Ende Dezember 1971 Chefredaktor der «Wiener Zeitung» war, schreibt in seiner Einleitung: «Das vor-